



DEVENIR DE L'OPH VILLEJUIF :

**UN PARI
GAGNÉ !**

villejuif.fr



ÉDITO DU MAIRE



Pierre Garzon,
Maire de Villejuif
Vice-Président du
Conseil départemental
du Val-de-Marne

C'est avec fierté et confiance en l'avenir que nous avons conclu l'année 2020 par le vote en Conseil municipal du mariage de notre Office Public de l'Habitat avec Opaly. Fierté car nous avons promis de construire le choix du futur bailleur avec les Villejuifois·e-s et malgré les contraintes de la crise sanitaire et les délais très réduits, nous avons tenu notre engagement ! Avec plusieurs centaines de citoyen·ne-s engagé·e-s dans ce processus, nous avons fait évoluer les propositions des candidats pour qu'ils répondent au plus près aux attentes des locataires et des habitant·e-s. L'année 2021 sera donc celle de la concrétisation et de la réussite de cette union. Je crois au choix que nous avons fait avec Opaly et nous resterons attentifs à sa mise en œuvre. Avec les locataires, les associations et les personnels, nous allons donc poursuivre nos échanges et bien entendu, je vous tiendrai au courant des prochaines étapes.

SOMMAIRE

Cap sur la concertation	P 1
Les résultats de l'enquête	P 4-7
Présentation des 3 candidats	P 8-9
Les Villejuifois·e-s saluent la démarche	P 10-11
Opaly, un choix concerté	P 12
Débat du Conseil municipal	P 13
Le mot de G. Chastagnac	P 14
Interview de Carine Delahaie	P 16

FUSION DES OPH – LOI ELAN

CAP SUR

LA CONCERTATION



Conformément à l'engagement qu'elle avait pris, la Municipalité a fait le choix d'une grande concertation en novembre 2020 afin d'associer les Villejuifois-e-s au projet de mariage de l'OPH Villejuif avec un nouvel organisme.

En France, le secteur du logement social représente environ 5 millions de logements et plus de 800 organismes bailleurs. Une multitude de structures de plus ou moins grande taille que l'État a souhaité regrouper, occasionnant un profond bouleversement dans l'organisation du secteur social et remettant en cause un maillage territorial construit au fil des années. En imposant un seuil minimal de 12 000 logements par structure, l'État souhaite ainsi regrouper les moyens financiers des offices pour faciliter leurs investissements, notamment dans le cadre de réhabilitation du parc de logements.

Revoir la copie

Pour autant, cette loi votée en 2018 et qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier de cette année, soulèvent encore de nombreuses critiques, les élu-e-s locaux et les associations de locataires s'inquiétant de l'éloignement des centres de décision dans les futurs groupes et de la perte de proximité dans la relation bailleurs-locataires.

Créé en 1956, l'Office Public de l'Habitat de Villejuif, premier bailleur social de la ville compte 3183 logements, répartis sur 18 résidences. Un nombre de logements qui oblige l'OPH à fusionner avec un autre organisme. En juin 2019, l'ancien Maire Franck Le Bohellec avait acté le principe d'une fusion entre l'office HLM et CDC Habitat, une filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations. Pour autant, aucune étude d'impact n'avait été réalisée. Durant de nombreux mois, les locataires ont fait part de leurs inquiétudes et une pétition a été lancée, soutenue notamment par la Confédération Nationale du Logement, qui avait rassemblé plusieurs centaines de signatures. Désireuse de revoir la copie, la nouvelle Municipalité a donc privilégié dans un premier temps le dialogue avec tous les acteurs concernés et une grande consultation a été lancée auprès des Villejuifois-e-s mi-novembre. Près de 1300 questionnaires ont été retournés, faisant de cette concertation l'une des plus importantes jamais menées à Villejuif.





RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

C'est l'agence Grand Public, reconnue pour son expertise en matière de consultation publique qui a été désignée pour mener cette concertation auprès des Villejuifois-e-s pour le compte de la Ville. Pour construire le questionnaire qui a circulé dans l'ensemble de la ville, une enquête audiovisuelle a été réalisée auprès d'un échantillon significatif de Villejuifois-e-s de tous les âges, de tout horizon (parc social et parc privé). Ils ont été à toutes les étapes de la construction du questionnaire, de la rédaction à la diffusion du questionnaire. L'agence a notamment porté une attention particulière au fait de donner la parole aux populations éloignées des débats publics habituels par un travail de terrain intense et méthodique.

DURÉE
DE LA
CONCERTATION :

30
JOURS

70%
DES PERSONNES
INTERROGÉES
LOCATAIRES DE L'OPH



1300
QUESTIONNAIRES

RETOURNÉS (500 FORMAT PAPIER, 800 EN LIGNE)

PLUS DE
3800
VISIONNAGES
DE LA VIDÉO DE
RESTITUTION.

UN ÉCHANTILLON
SIGNIFICATIF :
CONFORME AUX ÉQUILIBRES
DÉMOGRAPHIQUES DE LA VILLE



POUR VOUS, LE LOGEMENT, C'EST...



- J'y suis attaché-e et je voudrais y rester
- Je veux en partir mais je n'en ai pas les moyens
- Je voudrais obtenir un logement social, mais je pense que c'est impossible
- Je voudrais obtenir un logement social et je pense que c'est possible
- Je ne cherche pas de logement social

UN TOIT SUR LA TÊTE, LA VIE DE FAMILLE, LE COCON

Pour une grande majorité des Villejuifois·e·s interrogé·e·s, le logement est associé à la **sécurité et à la protection**. « Un toit sur la tête », « la vie de famille, le cocon » sont les deux réponses les plus cochées. L'enquête fait ressortir également un fort attachement à son logement. Un attachement qui est plus significatif chez les locataires de l'OPH où 55% déclarent vouloir rester dans leur logement, et pour les personnes demeurant en centre-ville et dans les quartiers Sud

de la ville, quartier qui fait l'objet d'un important programme de renouvellement urbain. Environ un locataire sur trois exprime cependant une situation de blocage, qui peut être soit lié à un mal-être (logement non adapté, environnement, trajectoire résidentielle, etc) soit à une difficulté d'accès liée à un logement, qu'il soit social ou non. Enfin, un habitant hors OPH sur dix pense qu'il est impossible de se loger en logement social.

POUR VOUS, LE LOGEMENT SOCIAL, C'EST...



Un droit pour les plus faibles



La convivialité, l'entraide



La mixité sociale

Sur cette question, on constate une convergence de tous les répondants sur trois points. Les valeurs et les missions du logement social : **droit, convivialité, mixité** sont les trois valeurs fortement représentées, bien avant des éléments plus largement relayés dans les discours médiatiques et politiques sur le logement social comme la pauvreté, la dégradation des conditions de vie ou la sécurité. Chez les locataires OPH, ces valeurs sont d'autant plus significatives que le logement social permet à la fois un tremplin pour l'insertion professionnelle, mais aussi un accès aux équipements et services municipaux proposés par la Ville.

POUR VOUS, LE LOGEMENT SOCIAL À VILLEJUIF, C'EST...



Permettre à chacun de travailler et de vivre aux portes de Paris



Un élément fort de l'histoire et l'identité de la ville

Il y a un fort attachement des Villejuifois·es, locataires OPH ou non, à l'idée que Villejuif reste une ville populaire, aux portes de la capitale et que cette trajectoire doit être préservée. Beaucoup d'habitants non locataires affirment cependant qu'il y a « trop de logement social à Villejuif », que cela pourrait avoir un impact sur le développement de la ville.

LES PRIORITÉS IDENTIFIÉES PAR LES HABITANTS

- 1 ▶ Ne pas augmenter le prix des loyers et des charges.
- 2 ▶ Veiller à la propreté et au cadre de vie.
- 3 ▶ Plus d'écoute et de dialogue entre le bailleur et les locataires.

**POUR LES LOCATAIRES
HORS OPH, IL EST TOUTEFOIS
CONSTATÉ DEUX AUTRES PRIORITÉS :**



▶ Plus de transparence dans l'attribution des logements



▶ Plus de rénovation et de réhabilitation

PLUS D'ÉCOUTE ET DE DIALOGUE

40% DES LOCATAIRES DE L'OPH DEMANDENT PLUS D'ÉCOUTE ET DE DIALOGUE ENTRE LE BAILLEUR ET LES LOCATAIRES

67% DES LOCATAIRES DE L'OPH SONT TOUT À FAIT D'ACCORD AVEC L'IDÉE D'ORGANISER DES RENCONTRES RÉGULIÈRES ENTRE LES LOCATAIRES ET LE BAILLEUR POUR PARLER DES SUJETS IMPORTANTS

95% DES LOCATAIRES DE L'OPH SONT TOUT À FAIT OU PLUTÔT D'ACCORD AVEC L'IDÉE DE RÉALISER UNE ENQUÊTE CHAQUE ANNÉE AUPRÈS DES LOCATAIRES AFIN QUE LE BAILLEUR PRENNE CONNAISSANCE DE LEURS PROBLÈMES ET DE LEURS ATTENTES

OPALY, IDF HABITAT, VALOPHIS :

TROIS CANDIDATS DÉFENSEURS DU LOGEMENT SOCIAL

Trois bailleurs se sont portés candidat au projet de mariage avec l'OPH de Villejuif, trois acteurs majeurs du logement dans notre département et militants actifs de l'habitat social. Durant plusieurs semaines tous ont préparé leur candidature, et l'ont modifiée et affinée au fil des débats et des résultats de la concertation. Voici les axes principaux de leur candidature.



Opaly a axé son projet sur la proximité en proposant notamment la présence d'**un gardien pour 100 locataires**. En fonction des souhaits de la Ville, deux ou trois agences pourraient être installées. Comme elle le fait depuis plusieurs années, Opaly mettra en place des balades urbaines, toutes les six semaines environ, en présence des agents et des élu·e·s. L'occasion de venir rencontrer les gardiens et les habitant·e·s et de prendre toute la mesure des éventuelles difficultés rencontrées. Sur les questions de gouvernance, Opaly précise qu'il n'y aura **aucune hégémonie dans la structure** nouvellement créée. Les politiques menées

au sein de ce nouveau bailleur seront construites collectivement dans le respect des choix de chacune des villes grâce au Conseil d'orientation qui comprendra les maires, les présidents et les vice-présidents des offices par ville ; mais aussi au sein du Conseil d'Administration dans lequel siègeront des représentants des locataires. « *Aucune décision ne pourra être prise sans l'accord de la Ville concernée et de ses représentants* » a expliqué la Présidente d'Opaly Carine Delahaie. Enfin, des **comités de suivi de travaux** seront mis en place et tout le personnel de l'OPH sera intégré dans le nouveau bailleur.



Société coopérative du Val-de-Marne issue de l'Économie Sociale et Solidaire, IDF habitat a dans sa présentation développé trois axes répondant aux attentes des habitants et de la ville. Premièrement, le **développement et la maintenance du patrimoine**, et les moyens affectés. Un protocole sera notamment signé avec la Ville pour la réalisation de l'ensemble du projet NPNRU mais aussi la réhabilitation de l'ensemble du parc de logement social villejuifois. Des réhabilitations qui seront réalisées sans coût supplémentaire pour

les locataires, et avec leur participation pour définir les éléments de programmation. Deuxièmement, IDF habitat propose **un parcours résidentiel complet** à des prix abordables pour tous et en lien avec les attentes de la Ville. Enfin, IDF habitat mettra à disposition toutes ses compétences et son expérience au service des habitants en **intégrant dans sa structure tout le personnel de l'OPH Villejuif**. Une reprise qui pourrait être effectuée en 6 mois seulement. IDF habitat a placé l'humain au cœur de son projet.



Opérateur logement du Val-de-Marne sous tutelle du Département, Valophis gère un patrimoine important de 50 000 logements et un millier de salariés. Dans son projet, Valophis habitat s'engage à faire la **réhabilitation totale de tous les logements** du patrimoine de l'OPH Villejuif, avec l'aide du Conseil Départemental, soit entre 2021 et 2026 environ 2000 logements complètement rénovés en plus de ceux prévus dans le cadre de l'ANRU. En outre, Valophis propose dans ce même délai l'instal-

lation de 75 ascenseurs dans tous les immeubles en R+4 qui en sont dépourvus afin de répondre aux nombreux besoins d'accessibilité. Sur les questions de sécurité, Valophis habitat a un projet de « **vidéo pour tous** », qui pourrait être développé à Villejuif. Tout le personnel de l'OPH, tous statuts confondus, sera intégré chez Valophis. De par sa taille et sa politique sociale et volontariste sur le Département, Valophis habitat dispose **de moyens importants** et souhaite que les Villejuifois-e-s puissent en bénéficier.

LES VILLEJUIFOIS·E·S SALUENT LA DÉMARCHE



MICHEL MITTENAERE, REPRÉSENTANT DE LA CNL

Une attente démocratique riche et féconde

Cette consultation a démontré un énorme besoin de logements sociaux dans notre ville, de logements et un habitat de qualité, à des loyers abordables. Les interventions des volontaires ont bien montré aussi la grande exigence d'information et de consultation des habitants sur tout ce qui fait leur vie quotidienne et au-delà, de l'avenir. Il y a là une attente démocratique riche et féconde qu'il faudra mettre en œuvre. Cela demande que du côté muni-

cipal les conditions soient créées non seulement dans le parc de l'OPH mais bien au-delà dans tout le parc de logements sociaux de notre ville (7 000 logements) et pourquoi pas sur l'ensemble de l'habitat dans notre ville. Cela demande aussi un engagement des gens, des familles à participer à ce mouvement de manière active, pas en spectateurs ni en « consommateurs » mais en acteurs. C'est ce à quoi nous sommes particulièrement attachés à la CNL sur les droits des habitants sur tout ce qui fait leur vie : logement de qualité, loyers abordables, charges vérifiées, sécurité etc...



DANIEL

« Je pense que cette consultation est une excellente chose. Villejuifois de longue date, il est important que les citoyens

soient au cœur des décisions. Plus on est nombreux, plus on est grand, plus on est nombreux, plus on est fort »



MARIE- CLAUDE

« C'est très bien ! C'est une bonne chose que les locataires puissent participer et donner leur avis. Il faut multiplier ce type d'initiative »

SONIA AMRANE, ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVE ROBERT-LEBON

Une meilleure relation avec le bailleur

« Je suis tout d'abord ravie que la Ville nous ait consultés pour cette fusion. Il est important que les Villejuifois·e·s et surtout les locataires de l'OPH soient informés des décisions et des choix de la Municipalité. À Lamartine, nous étions très mécontents de la vente de l'OPH au privé. J'ai donc participé à l'enquête et nous avons eu de très bons retours. Ce que j'attends du nouveau bailleur maintenant ? Une meilleure

relation de confiance avec le bailleur, plus d'informations et de communications, car les affiches dans le hall ça ne suffit pas. Enfin, je souhaite que l'on pense au bien-être de nos gardiens qui ont un rôle si important dans le maintien du cadre de vie au quotidien. J'espère qu'ils seront bien accompagnés dans cette nouvelle structure ».



MARTIN

« On parle souvent de travaux dans les logements, mais il est important que l'on évoque la question de la qualité des intervenants. Avoir

des sous-traitants médiocres, cela coûte au final plus cher pour les locataires. »



CORINNE

« N'habitant pas dans le logement social, j'ai été surprise qu'on m'interroge sur cette question. Pour autant, je trouve

la démarche très intéressante car nous habitons tous la même ville et chacun peut avoir un avis. Il est important de garder un équilibre : entre le social et l'accession à la propriété. Il faut garder ce mélange et cette mixité ».



AMAR

« Le logement social va devenir de l'or. Avec le Grand Paris, les terrains vont prendre de la valeur, les loyers vont augmenter et je souhaite grâce

au logement social pouvoir rester à Villejuif. Avec cette consultation, nous avons la possibilité de dire ce que nous voulons pour le devenir de la ville ».



JEAN-MICHEL

« C'est un exercice très démocratique. Demander l'avis aux habitants de la Ville est un plus, cela permet au

futur bailleur de cibler ce qui est le plus important »

OPALY : LE CANDIDAT RETENU

Les offres remises par les trois bailleurs ont fait l'objet d'une étude approfondie des élus réunis en Comité de pilotage. Pour certaines, elles ont été ajustées après la réunion de restitution du 4 décembre avec les Villejuifois·e·s. A l'issue de ce processus, c'est le candidat Opaly qui a été retenu.

Unanimement, les membres du comité de pilotage et les citoyens engagés dans cette démarche ont considéré que les trois bailleurs avaient présenté des offres sérieuses, crédibles, y compris ceux qui étaient potentiellement les moins connus des élus et des habitants avant cette consultation. Pendant plusieurs heures, ils ont pris le temps d'échanger au regard des critères transmis initialement ainsi que des focales mises en avant par la consultation, à savoir la proximité, les travaux et les loyers. Toutefois, suite à la concertation, deux bailleurs ont fait évoluer leurs réponses, prenant en compte les préoccupations exprimées par les habitants. Qu'il s'agisse de proximité avec Valophis par exemple passant d'une agence pour 5 000 logements à une agence pour 3 000 logements, ou d'engagements sur les impacts loyers des réhabilitations avec Opaly confirmant clairement le principe de l'iso-quittance (hausse de loyer contenu dans le niveau de la baisse des charges). Il a aussi été convenu au regard de la situation, du respect des seuils, des exigences exprimées, qu'il fallait choisir un bailleur et non pas partager le patrimoine, ce qui aurait pu être une option. L'essentiel de la discussion du comité de pilotage s'est concentré sur deux points majeurs : celui des capacités financières des candidats et

celui de la gouvernance de la future structure. Et sur ces deux points cruciaux, c'est le candidat Opaly qui a retenu l'attention des élu·e·s. Trois raisons à ce choix :

- **Le premier atout d'Opaly se situe bien sûr dans la réponse à la proximité, exigence majeure des locataires à l'issue de l'enquête.** Opaly propose en effet un minimum de deux agences sur Villejuif pour les contacts quotidiens avec les locataires et un gardien pour 100 logements, doté d'un numéro de portable communiqué aux locataires.
- **Deuxième atout, la gouvernance avec une représentation égale des villes.** Les politiques menées seront construites collectivement dans le respect des choix de chacune des villes grâce au Conseil d'orientation qui comprend les maires et les présidents et les vice-présidents des offices par ville. Aucune décision ne pourra être prise par le Conseil d'orientation sans l'accord de la ville concernée par cette décision. Cet enjeu de maîtrise des décisions prises était également une exigence importante des habitants.
- **Enfin, le dernier élément concerne les capacités financières.** Sur ce point, Opaly s'est engagé à rénover la totalité du patrimoine sur les prochaines années. Opaly confirme également sur ce point le principe de l'iso-quittance.



LA MAJORITÉ APPROUVE, L'OPPOSITION DÉNONCE

Les 45 élu-e-s du Conseil municipal ont délibéré le 14 décembre dernier pour approuver à la majorité le rattachement de l'OPH Villejuif avec Opaly.

« L'OPH va être absorbé par Opaly et Villejuif n'aura plus voix au chapitre. C'est une mascarade, un faux semblant de démocratie », a dénoncé Mamadou Tounkara, Conseiller municipal d'opposition pour le groupe Villejuif Rassemblée. « Cette consultation était clairement une caricature. Nous n'avons eu ni les résultats du questionnaire, ni accès aux offres des trois bailleurs. Nous n'avons pas non plus accès aux éléments traitant de la gouvernance. Nous ne pouvons pas nous déterminer sur ce dossier » a de son côté accusé Marc Badel, Conseiller municipal du groupe Villejuif En Grand.

Proximité

Alain Weber, Adjoint au Maire en charge du Logement et à l'Habitat pour le Groupe Réinventons Villejuif Écologique et Solidaire approuve de son côté le choix d'Opaly et souligne quelques points de vigilance : « Premièrement les capacités financières du futur bailleur car il y a de nombreux logements à réhabiliter. En outre, à l'instar du Grand-Orly Seine Bièvre, l'OPH va se proclamer coopérative de ville, il faut que chacun des cinq maires ait un vrai pouvoir. Enfin, Opaly comme les deux autres candidats n'a pas proposé énormément d'innovation. Ce sera à la Ville de Villejuif d'impulser des

politiques et des actions en matière de développement durable, d'échanges de logements, de sécurité ou de transparence dans l'attribution des logements ».

Opaly, un « choix logique » pour Alain Lipietz, Conseiller municipal Villejuif Écologie : « Comme la proximité est arrivée en tête des préoccupations, cela éliminait IDF Habitat parce que son parc de logements est trop dispersé, a-t-il insisté. Valophis était trop grand pour nous. Opaly tenait la corde. L'arrivée de Vitry-sur-Seine nous a un peu inquiétés parce que nous avons peur que cela crée un déséquilibre, mais les discussions nous ont rassurés ».

Gouvernance

Gilles Lafon, Adjoint au Maire en charge de l'Urbanisme, et Président du groupe Générations et citoyens, ironise sur le choix précédemment porté par l'ancienne Municipalité d'une fusion avec CDC habitat « Un choix démocratique avec... 0 questionnaire ! ». Il rappelle au passage que depuis la mise

en place de la loi Elan « seulement 10 OPH ont rejoint CDC habitat dans toute l'Île-de-France, c'est dire... De plus, la Fédération des OPH a rappelé, lors de son Assemblée générale annuelle, la nécessité de s'ouvrir aux Sociétés d'Économie Mixte, en excluant certaines, dont CDC habitat, pointée du doigt pour ses problèmes de gouvernance ». « Cette consultation dans un temps très ramassé a été exemplaire, s'est félicitée Anne-Gaëlle Leydier, Première Adjointe au Maire en charge de la Participation citoyenne et membre du groupe Communistes et Citoyens. « Les habitants se sont grandement impliqués dans le débat, et nombreux sont ceux à nous avoir suivis sur le web et les réseaux sociaux et à poser des questions. Je voudrais remercier l'institut Grand Public qui nous a accompagnés mais aussi et surtout remercier les trois bailleurs qui ont joué le jeu de la pédagogie et ont proposé des offres de qualité ».



GILBERT CHASTAGNAC PRÉSIDENT DE L'OPH VILLEJUIF

« Tout d'abord, nous avons respecté le message clair des électeurs qui indiquait un attachement fort au logement social, mais aussi l'exigence d'être associés aux décisions dans le cadre d'une véritable concertation. Pour cela, il ne fallait pas décevoir, démontrer que les propositions, les attentes et besoins exprimés comptaient, que cette parole citoyenne était une solide boussole pour décider le devenir de l'OPH. Pendant

toute cette concertation, la majorité municipale s'est appuyée sur les réponses à l'enquête sur questionnaire, pour nourrir les négociations avec les bailleurs et ces derniers ont dû les intégrer dans leurs offres et ont ainsi placé la barre très haute dans leurs engagements. Très majoritairement, les Villejuifois-e-s et locataires de l'office se sont prononcé-e-s pour un bailleur de proximité, à l'écoute des habitants, réactif aux problèmes du quotidien et du cadre de vie... Chacun peut le vérifier, le choix arrêté en faveur d'OPALY s'est construit en lien étroit avec ces exigences. Plus encore, ce choix est celui d'un engagement en faveur du développement du logement social, un encouragement à construire une ville dont les Villejuifois-e-s seront les auteurs et acteurs ».

«NOTRE DÉFI EST DE VIVRE ENSEMBLE»



CARINE DELAHAIE, PRÉSIDENTE D'OPALY

Une aventure où Villejuif prendra toute sa place

Opaly a été retenu pour ce projet de fusion, quel est votre premier sentiment sur ce choix ?

« Pour moi, on a rétabli une connexion naturelle entre les différentes villes de la fusion, un lien déjà existant qui avait été rompu pendant quelques années mais qui est plus fort encore. Elle puise sa force tout d'abord dans les valeurs communes, celle de défendre l'idée qu'aux portes de Paris où explose la spéculation immobilière nous faisons le choix de la mixité. Nos villes nous appartiennent à tous et toutes, nous avons le droit de continuer d'y vivre ».

La concertation a été déterminante. Comment les résultats de cette dernière ont-ils fait évoluer votre offre ?

« Elle nous permet de commencer notre travail sur des bases solides, des paroles fortes ont été prononcées. Je remercie les locataires, les citoyen.ne.s qui se sont engagé.e.s dans cette démarche. Ils et elles vont nous faire gagner du temps. J'ai entendu la liste des priorités, notamment la gestion quotidienne et les grands chantiers de réhabilitation qui sont devant nous. Il n'y aura pas de petits sujets ».

Aujourd'hui, ce sont 5 villes dans une même continuité territoriale qui fusionnent, c'est un sacré défi pour la gouvernance ?

« La gouvernance n'est pas simplement un dispositif, c'est une posture, une manière de penser en commun, de vivre ensemble même si ce mot est plus souvent utilisé pour les locataires que pour l'échelle de la gouvernance. Notre défi est de vivre ensemble, dans un collectif de « présidence » collégiale : nous connaître, nous reconnaître et nous faire confiance. Aucun dispositif ne peut fonctionner sans ces trois piliers de gouvernance ».

Quelles seront les prochaines étapes qu'Opaly va engager avec la Ville, et les locataires de l'OPH ?

« Je parlais de nous connaître. Nous ne passerons pas à travers cette phase incontournable. Nous devons engager une série de rencontres avec les locataires, dans les quartiers, avec les personnels de nos offices que vous connaissez bien et qui seront des guides précieux. Et je veux le dire, ce n'est pas Opaly qui va s'engager, c'est notre futur office fusionné fort de la richesse des villes qui le constituent. Il est en train de se construire une identité et il aura un nouveau nom. Nous sommes à l'aube d'une aventure où Villejuif prendra toute sa place ».



Retrouvez les moments forts et toutes les étapes de cette démarche (film, débat, échanges avec bailleurs, débat au Conseil municipal) sur villejuif.fr

Direction de la Communication - Janvier 2021

